



Le livre événement du « Monde »
7,40 €

EN PLUS DU « MONDE MAGAZINE », UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Samedi 25 septembre 2010 - 66^e année - N°20426 -

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Syndicats contre gouvernement : le dialogue bloqué



La mobilisation contre la réforme des retraites reste forte ; la grève a été moins suivie

Biarritz
Envoyé spécial

Le scénario se déroule comme sur du papier à musique. Le nombre de grévistes et de manifestants a baissé, jeudi 23 septembre, pour la deuxième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, a affirmé l'Élysée. L'exécutif se garde de tout triomphalisme. Il promet de

lâcher un peu de lest. « Le droit d'amendement existe, et il est parfaitement légitime », a expliqué Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, en arrivant à Biarritz, aux journées parlementaires de l'UMP. Cependant, M. Sarkozy croit possible de faire adopter le projet de loi fin octobre et d'ouvrir une nouvelle étape.

Arnaud Leparmentier
► Lire la suite page 9

► **Syndicats** Et maintenant ? Pour les huit organisations syndicales, le défi est de transformer l'essai. **Page 9**
► **UMP** Bal des ego aux journées parlementaires de Biarritz. **Page 10**
► **Analyse** Les socialistes, la gauche et l'alchimie de l'union. **Page 17**
► **Débats** Comment améliorer les comptes publics en réduisant les multiples niches fiscales ? **Pages 18-19**

2,50 € ou 9,45 € avec le double CD-I (en France métropolitaine uniquement). Ne peut être vendu sans « Le Monde Magazine ».



« Le Monde Magazine »

- **Procès Chirac**
Les coulisses du feuilleton estival du « Monde »
 - **Enquête**
Le renouveau de la viticulture marocaine
 - **Histoire**
Il était une fois... la retraite à 60 ans
- Supplément**

Contre-enquête Le dispositif Hadopi sera-t-il efficace ?

- Comment les industriels du disque et du cinéma traquent-ils les téléchargements illégaux ?
- Le financement du système est-il assuré ?
- Quelles ripostes les internautes ont-ils mises au point ? **Pages 22-23**

Nucléaire : Obama invite l'Iran à de nouvelles discussions

Dans son discours annuel à l'Assemblée générale des Nations unies, le président des États-Unis a estimé, jeudi 23 septembre, que « la porte reste ouverte à la diplomatie si l'Iran choisit de l'emprunter ». **Page 7**



Les malheurs de l'Irlande font peur à l'Europe

L'Europe du Sud n'a pas le monopole de la débâcle économique et financière. On avait presque fini par oublier que dans l'acronyme « PIGS », politiquement très incorrect mais économiquement bien pratique, inventé pour pointer les cancre de la zone euro, le I ne désignait pas l'Italie mais l'Irlande.

Après le sauvetage in extremis de la Grèce, au printemps, puis les fortes turbulences autour des dettes grecque et espagnole, c'est maintenant l'île d'émeraude qui vacille. Avec des finances publiques à vau-l'eau, un système bancaire au bord du gouffre, une récession qui s'aggrave (1,2% de contraction du produit intérieur brut au deuxième trimestre), le Tigre celtique, dont les performances économiques étaient, il y a encore deux ans, célébrées par les grandes institutions internationa-

les, est au bord de la banqueroute. L'Irlande a connu à la fin des années 1990 et au début des années 2000 un véritable miracle, qui lui a permis de devenir le pays le plus riche d'Europe en termes de niveau de vie par habitant. Dans les prochaines semaines, elle pourrait être contrainte de demander l'assistance du FMI et de ses partenaires européens. Cet eldorado où le chômage avait disparu et qui attirait par dizaines de milliers les travailleurs d'Europe

Editorial

de l'Est voit aujourd'hui ses propres habitants quitter le pays pour trouver du travail. Le mécanisme de la chute irlandaise n'a rien de très original : les gigantesques bulles du crédit et de l'immobilier qui s'étaient for-

mées dans le pays avaient éclaté à la suite de la faillite de Lehman Brothers.

Plus remarquable, en revanche, fut la réponse de l'Irlande à la crise, avec l'adoption rapide d'une cure d'austérité très sévère : coupes claires dans les dépenses publiques, baisse de près de 15% du salaire des fonctionnaires, report de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans, fin de la gratuité de l'eau etc. Plus exceptionnel encore, cette rigueur budgétaire n'a pas provoqué le moindre début de révolte chez les Irlandais (une seule journée de grève des fonctionnaires en novembre 2009). Au point que Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), ne manquait pas, dès qu'il en avait l'occasion, de saluer cette discipline et ce sens du sacrifice citoyens.

Malheureusement, cette belle

solidarité nationale dans l'effort de redressement n'a pas empêché le pays de sombrer. En provoquant un recul de l'activité et un plongeon des recettes fiscales, la politique résolument déflationniste de Dublin a pour principal effet d'accélérer la détérioration du ratio de déficit public. Selon certaines estimations, celui-ci pourrait dépasser les 20% du PIB en 2010. Les investisseurs prennent peur et font grimper les taux d'intérêt, avec pour conséquence d'aggraver la situation économique et financière du pays.

De façon extrême, ce qui est en train de se passer en Irlande démontre que les pays occidentaux, quoi qu'ils fassent, n'ont pas fini de régler l'addition de la crise bancaire et financière et de payer leurs excès passés. Comme dirait Warren Buffett, « en économie, il n'y a pas de déjeuner gratuit ». ■

Musées L'art brut dans ses murs, enfin

Rénové, agrandi ? C'est vrai, mais c'est encore mieux. Le Musée de Villeneuve-d'Ascq (Nord) rouvre ses portes, le 25 septembre, après quatre ans de travaux. Mais surtout, il devient la première institution publique à présenter en permanence, en France, une collection d'art dit « brut ».

Tardif renversement de situation. Il y a près de quarante ans, l'artiste Jean Dubuffet avait donné à Lausanne son immense collection d'œuvres créées par des artistes autodidactes, imprévisibles, souvent issus d'univers marqués par la folie ou l'obsession. La raison ? Les musées français, à l'époque, n'en voulaient pas. Une erreur et une injustice réparées par l'initiative de ce musée de la métropole lilloise. ■



« Tableau merveilleux n°35 », 1948, donation L'Aracine (détail), de Joseph Crépin (1875-1948). DR

Lire page 24

Médecine Paludisme : la faute au gorille

Menacé, certes, mais aussi hautement menaçant : le gorille est à l'origine de l'une des maladies humaines les plus meurtrières au monde, le paludisme. Un consortium international de chercheurs vient de l'établir au terme d'une vaste étude. Cette découverte fait la « une » de la revue scientifique *Nature*.

Plus d'un siècle s'est écoulé entre l'identification de l'agent infectieux du paludisme chez l'homme et la mise en cause du gorille grâce à de puissants outils moléculaires. Par surcroît, il est difficile de réunir des données épidémiologiques chez les animaux dans leur milieu naturel. ■

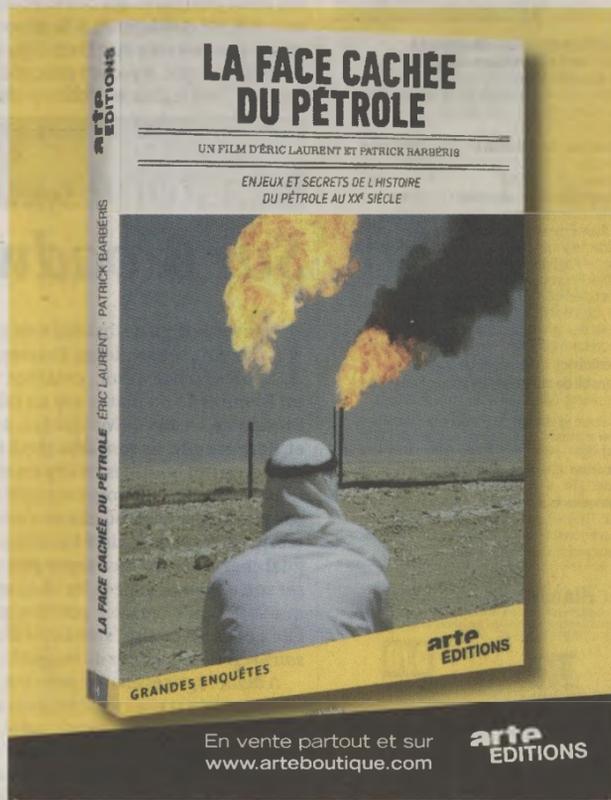
Lire page 20

Le Groupe Le Monde se recapitalise

Actionnariat Le conseil de surveillance du Groupe Le Monde a voté, le 22 septembre, en faveur de la prise de contrôle du trio d'investisseurs constitué de Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse, qui s'engagent à assurer la pérennité éditoriale et économique des titres. **Page 15**

UNE ENQUÊTE EXCEPTIONNELLE SUR LES ENJEUX ET LES SECRETS DE L'HISTOIRE DU PÉTROLE AU 20^{ÈME} SIÈCLE

UN FILM D'ERIC LAURENT ET PATRICK BARBÉRIS D'APRÈS LE LIVRE D'ERIC LAURENT...

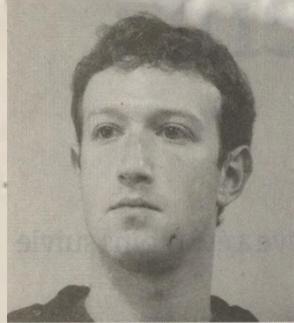


En vente partout et sur www.arteboutique.com

arte EDITIONS

Les gens

Mark Zuckerberg, patron de Facebook, plus riche que celui d'Apple, Steve Jobs



Le fondateur du réseau social Facebook, Mark Zuckerberg, 26 ans, a dépassé dans le classement annuel des milliardaires Américains du magazine *Forbes*, publié mercredi 22 septembre, le patron du géant informatique Apple, Steve Jobs. Avec une fortune estimée à 6,9 milliards de dollars (5,2 milliards d'euros), Mark Zuckerberg, 35 sur 400, le devance ainsi de sept places et 100 millions de dollars. Il a par ailleurs annoncé, jeudi 23 septembre, qu'il faisait don de 100 millions de dollars (75 millions d'euros) aux écoles publiques de Newark, près de New York. (AFP)

Elisabeth II sous tutelle financière

La reine Elisabeth II, 84 ans, a dû céder au gouvernement le contrôle des finances de ses palais, a révélé, jeudi 23 septembre, la presse britannique. Un accord, jusque-là secret, a été passé, en 2006, entre la souveraine et le gouvernement. Il stipule qu'en cas d'incapacité à gérer son budget, Elisabeth II peut se voir privée de la gestion des 38,2 millions de livres annuels (45 millions d'euros) que le Parlement lui alloue pour son personnel et l'entretien de ses palais. La reine aurait demandé et obtenu récemment plusieurs rallonges financières pour régler des « problèmes de liquidité ».

Aung San Suu Kyi, dissidente birmane, autorisée à voter aux législatives

La dissidente birmane, Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, 65 ans, actuellement assignée à résidence, a été autorisée à voter aux prochaines législatives du 7 novembre, ont annoncé, vendredi 24 septembre, les responsables birmanes. Ces élections sont les premières depuis 1990.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directeur, directeur de la publication : Eric Fottorino
Vice-président, directeur général : David Guiraud
Secrétaire général du directeur : Pierre-Yves Romain
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
Editeur : Michel Sfeir
Directrice de la rédaction : Sylvie Kauffmann
Directeurs éditoriaux : Gérard Courtois et Alain Frachon
Rédacteurs en chef : Jean-Jacques Bozonnet, Michel Kajman, Franck Nouchi, Isabelle Talès, Didier Pourquero (« Le Monde Magazine »).
Chef d'édition : Françoise Tovo.
Directrice artistique : Sara Deux.
Veille de l'information : Eric Azan.
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovinco
Médiatrice : Véronique Maurus
Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président. Gilles van Kote, vice-président.
Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA.
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 149 017 491 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanc, 75707 Paris Cedex 13 Tel. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48 ou www.lemonde.fr/abonjournal/ Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0953-2033

Président : David Guiraud
Directrice générale : Bénédicte Hoff-Ostenmaier
2008
PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanc, 75707 PARIS CEDEX 13
Tel : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

IMPRIMERIE
Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Cantebourg, 94852 Ivry cedex

Les faits

Une nouvelle toile de Bruegel

Le Musée du Prado de Madrid a authentifié une nouvelle toile de Pieter Bruegel dit l'Ancien (vers 1525-1569), *Le Vin à la fête de Saint-Martin*, dont nous présentons, ici, un détail (photo), portant ainsi à 41 le nombre de toiles connues du peintre flamand, a annoncé, jeudi 23 septembre, la ministre espagnole de la culture, Angeles Gonzalez-Sinde. Cette identification est « un événement exceptionnel », a déclaré la ministre. L'établissement madrilène est en pourparlers avec les propriétaires espagnols - dont le nom n'a pas été révélé - pour acquérir la toile et dispose d'une « option d'achat très avantageuse », a indiqué la ministre. (AFP)



International
M. Obama appelle l'Iran à s'engager clairement vers le nucléaire civil

Le président des Etats-Unis Barack Obama a affirmé, jeudi 23 septembre, qu'une solution diplomatique était toujours possible dans le dossier du nucléaire iranien, lors d'un discours devant l'assemblée générale de l'ONU à New York. « Dans le cadre de nos efforts de lutte contre la prolifération nucléaire, j'ai tendu la main à la République islamique d'Iran l'année dernière », a rappelé M. Obama qui a appelé de nouveau l'Iran à faire preuve d'un engagement « clair et crédible » en faveur d'un programme nucléaire civil.

Le même jour, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a évoqué devant l'assemblée générale de l'ONU un « complot » américain dans les attentats du 11 septembre 2001, provoquant le départ immédiat des délégations des Etats-Unis et de l'Union européenne de la salle. Les Etats-Unis ont aussitôt qualifié ces propos de « détestables ».

Lire page 7

Preuves de vie et espoir pour les deux otages en Afghanistan

Le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, a annoncé, vendredi 24 septembre, que les autorités françaises avaient obtenu des preuves de vie récentes des deux journalistes de France 3, otages en Afghanistan depuis le 30 décembre 2009. « Nous avons un canal de communication et nous avons des preuves de vie diverses mais personne ne les a vus », a déclaré M. Guillaud sur Europe 1. « On a pu leur parler au téléphone », a-t-il précisé. Interrogé sur les chances d'une libération d'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier avant Noël, Edouard Guillaud a estimé : « C'est un espoir raisonnable. »

Une femme, déficiente mentale légère, a été exécutée aux Etats-Unis

Teresa Lewis, 41 ans, a été exécutée, dans la soirée du jeudi 23 septembre, par injection létale, en Virginie. Elle avait été condamnée à mort, en 2003, pour avoir commandité les meurtres de son mari et du fils de ce dernier, afin de toucher leurs assurances-vie. Considérée par le juge comme l'instigatrice du double homicide, M^{me} Lewis était dotée d'un QI de 72, deux points au-dessus du seuil en deçà duquel la Cour suprême interdit les exécutions. Ses deux complices qui ont exécuté les deux victimes, âgés de 19 et 22 ans, ont été condamnés à la prison à perpétuité. Teresa Lewis est la 12^e femme exécutée aux Etats-Unis depuis le rétablissement de la peine de mort, en 1976. Avec 107 exécutions sur les 1215 recensées, la Virginie devient l'Etat le plus actif dans ce domaine après le Texas.

France
Bataille de chiffres sur la mobilisation sur les retraites

La journée d'action et de manifestation contre la réforme des retraites a donné lieu à une bataille, plus âpre encore que d'habitude, pour le décompte des manifestants entre le gouvernement et les organisations syndicales. Trois millions de personnes selon la CGT - soit davantage que lors de la précédente journée d'action du 7 septembre -, moins d'un million d'après la police, se sont retrouvées dans les cortèges. L'intersyndicale était réunie, vendredi 24 septembre, pour décider des suites à donner au mouvement. Une nouvelle journée d'action pourrait être organisée, le 2 octobre, avant l'ouverture du débat au Sénat.

Lire page 9

Sur Lemonde.fr : analyse de Michel Noblecourt ; la carte des manifestations ; reportage à la Roche-sur-Yon

Affaire Tapie : les députés veulent entendre Christine Lagarde



Le président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Jérôme Cahuzac, veut procéder à l'audition de la ministre de l'économie, Christine Lagarde, dans le cadre du règlement de l'affaire Adidas entre Bernard Tapie et le Crédit lyonnais. « Cela devient inévitable », assure M. Cahuzac après réception d'une lettre de M. Tapie estimant de « 30 à 40 millions d'euros » la somme qui lui reviendra. La commission des finances, pour sa part, évalue cette somme à 210 millions d'euros. (AFP)

Sur Lemonde.fr : document

la lettre de Bernard Tapie à Jérôme Cahuzac

Economie
GDF Suez se retire du projet de réacteur nucléaire EPR de Penly

Le groupe GDF Suez a décidé de se retirer du projet de construction d'un réacteur nucléaire de troisième génération (EPR), à Penly (Seine-Maritime). Le PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet, a fait part de ses intentions dans un courrier adressé au premier ministre, François Fillon, selon *Les Echos* du jeudi 23 septembre. Lire page 12

L'histoire Sylvain Cypel (New-York, correspondant)
Sur Broadway en caleçon, pour « le fun »

Révêtu d'un déshabillé rose ne cachant rien de ses rondeurs, Desirey, 22 ans, se dit « écrivain, euh... créatrice, aussi ». Il est 8 heures 30 du matin, sur un trottoir de Broadway, au sud de Manhattan, à New York et, derrière elle, ils sont déjà 300 à faire le pied de grue ; hommes en slip ou caleçon, femmes en soutien-gorge et culotte. Peu connue à New York, où elle ne s'est implantée qu'en 2009, la société barcelonaise Desigual cherchait un truc « super fun » pour attirer son « cœur de cible » : les 18-35 ans. La marque se voulant « colorée, positive, atypique », elle a offert le contrat suivant : « Entrez en sous-vêtements, sortez du magasin habillé. » A deux reprises en une semaine, les 100 premiers arrivés sont repartis avec deux vêtements, un pour le haut, l'autre pour le bas. Leurs suivants ont bénéficié d'une ristourne de 50 %. L'expérience avait été tentée en Espagne, « mais à New York, se félicite Manuel Martinez, patron de la chaîne en Amérique du Nord, ça dépasse nos espérances ».

Pour être sûre d'entrer à l'ouverture du magasin, à 10 heures, Desirey est arrivée à 2 heures du matin, ce jeudi 23 septembre. Elle est numéro 2 dans la file d'attente. Elle dit : « New York, c'est la Mecque de la passion. C'est une promo géniale. En plus c'est win-win », gagnant-gagnant entre la marque et l'heureux client. Arrivé à 4 heures, Angel, 23 ans, slip noir Calvin Klein, explique : « Me déshabiller dans la rue, je m'en fiche, je n'ai plus de travail et pas un rond. » « Déloquée sur Broadway, c'est génial ! », clame Kathy, 25 ans. Elle a vu le buzz sur Facebook, elle a accouru. Elle est là d'abord pour épater le bourgeois.

Blog people

Man Lai, « event planner » (planificatrice d'événement) et Eric Vidal, directeur de stratégie créative pour Desigual, sont ravis : « La marque s'adresse à des gens bien dans leur peau. » Voire... Mario, 38 ans, l'expression ahurie, et Katherine, 59 ans, obèse au-delà du raisonnable, sont là « parce qu'on est exhi-

bo ». Eux veulent provoquer le bourgeois. Les badauds, en général, s'amusent. Beaucoup se pressent vers leur travail, passent sans s'arrêter. Une femme dit : « Qu'ils aillent faire leurs cochonneries ailleurs. »

L'opération marketing de Desigual vient confirmer que les publicitaires considèrent de plus en plus les réseaux sociaux sur Internet comme un investissement prioritaire. « Nous avons d'abord créé sur Facebook et Twitter une "masse critique" en ligne. Ensuite, appuyé sur des gros blogs comme Nicky Digital et Guest of a Guest, spécialisés dans les "événements", on a été listé par Ghotamist, "le" blog people. Résultat : les chaînes NBC et CBS, l'agence Bloomberg, le quotidien USA Today sont là ce matin. C'est gagné », jubile M. Vidal. Même *Le Monde* s'est déplacé, conscience professionnelle oblige ! Devant l'enseigne, une Asiatique à couper le souffle, en Wonderbra et bas résille, en est à sa dixième interview. Mais qu'ont donc tous les cameramans à se précipiter sur elle ?

Les chiffres

Economie
+ 0,7 %

L'Insee réévalue la croissance au deuxième trimestre

L'économie française a enregistré une croissance de 0,7% au deuxième trimestre, une estimation légèrement revue à la hausse puisque l'estimation initiale était de +0,6%, a annoncé l'Insee, vendredi 24 septembre. Le précédent chiffre, publié mi-août, était déjà un peu supérieur aux attentes des instituts de conjoncture. Au premier trimestre, l'économie française avait crû de 0,2%, a confirmé l'Insee.

Energie
341 turbines pour le plus grand parc éolien offshore

Le plus grand parc éolien, en mer, au monde, qui comptera 341 turbines d'ici quatre ans, a été inauguré, jeudi 23 septembre, au large du Kent, dans le sud-est de l'Angleterre. Construit par le groupe public suédois Vattenfall, ce parc a coûté 780 millions de livres (918 millions d'euros) et nécessitera deux ans de travaux. Il regroupe actuellement une centaine de turbines, de quoi alimenter en électricité près de 240 000 foyers. Il existe 250 parcs éoliens au Royaume-Uni, dont une douzaine offshore, soit près de 3 000 turbines au total.

Europe
17 ex-commissaires européens accusés de cumul de salaires

« Dix-sept anciens responsables touchent encore des indemnités d'au moins 96 000 euros par an, bien qu'ils aient depuis longtemps un emploi de lobbyiste ou de politique », a révélé, jeudi 23 septembre, le *Financial Times Deutschland*. Le porte-parole de la Commission pour les questions administratives, Michael Mann, a précisé que ces sommes devaient « faciliter le retour sur le marché du travail » de ces anciens commissaires.

Les scores

Basket
Les Françaises battent le Sénégal au Mondial

L'équipe de France de basket féminin a battu, jeudi 23 septembre, le Sénégal (83-45) lors du premier match du Mondial féminin à Ostrava, en République tchèque. Les championnes d'Europe devaient affronter la Grèce, battue par les Etats-Unis (99-73), dans un match capital en vue de la qualification pour le deuxième tour.

Football

La Juventus en chute libre
La Juventus Turin a été battue sur son terrain (3-1), jeudi 23 septembre, par Palerme, lors de la quatrième journée de Serie A. Le club sicilien a profité de son voyage à Turin pour remporter son premier match en championnat de la saison. La Juventus pointe à la 15^e place avec quatre points en quatre matches, à six longueurs du leader, l'Inter Milan.

Nucléaire : Washington invite l'Iran à de nouvelles discussions

Le refus de Moscou de lui vendre des missiles est un revers pour Téhéran

New York
Envoyée spéciale

Octobre ou novembre. C'est, selon les diplomates, l'horizon probable pour des discussions entre les grandes puissances et l'Iran. Les dernières se sont tenues en octobre 2009, à Genève.

Celles-ci seront-elles plus substantielles ? A la tribune de l'ONU, jeudi 23 septembre, Barack Obama a souligné qu'il espérait une percée. « La porte reste ouverte à la diplomatie si l'Iran choisit de l'emprunter », a-t-il déclaré reprochant à l'Iran de « ne pas démontrer les intentions pacifiques de son programme nucléaire ».

Dans l'après-midi, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad s'est livré à une nouvelle provocation accusant « des segments du gouvernement américain » d'avoir « orchestré » les attentats du 11 septembre 2001 pour « sauver le régime sioniste ». La délégation américaine a quitté la salle, suivie par tous les représentants de pays de l'Union européenne.

Sous pression depuis l'été par des sanctions sans précédent qui visent les secteurs de l'énergie et de la finance, l'Iran semble disposée au dialogue. M. Ahmadinejad a ainsi multiplié à New York les déclarations où il s'est dit prêt à rencontrer M. Obama.

Le passage à l'acte s'est produit mardi, relatent des diplomates. Lors d'un entretien avec son homologue chinois, le ministre iranien des affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a suggéré une rencontre au niveau ministériel entre l'Iran et

les six pays qui traitent le dossier nucléaire (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie, Allemagne). La réponse a été apportée le lendemain. Elle est négative.

Les Occidentaux flairaient un piège considérant que l'Iran ne visait qu'une opération médiatique destinée à alléger la pression qui s'exerce sur eux. Une rencontre à ce niveau serait de fait pour l'administration Obama une concession majeure étant donné l'absence de relations diplomatiques entre l'Iran et les Etats-Unis.

Une certaine unité

Le fait que l'Iran s'est tourné vers la Chine pour faire passer le message paraît confirmer la détérioration de ses relations avec la Russie. Le décret récent du président russe Dmitri Medvedev interdisant la livraison à Téhéran de missiles S-300 a été vivement critiqué par l'Iran.

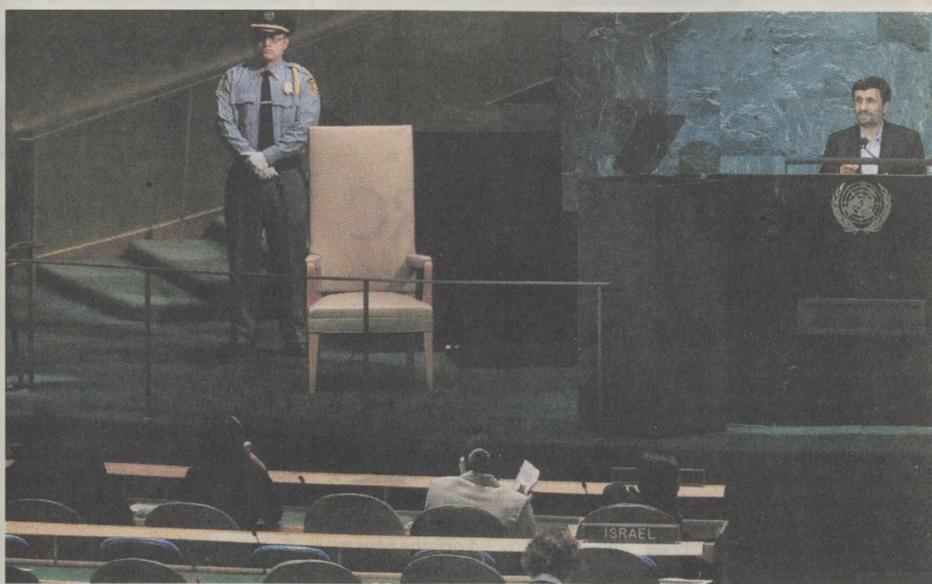
Les Six s'efforcent d'afficher une certaine unité. Mercredi, leurs ministres des affaires étrangères se sont réunis à New York pour réitérer leur « détermination à parvenir à un règlement négocié » et discuter des « mesures pratiques qui permettraient d'y parvenir à une date rapprochée », selon un communiqué.

A Genève, en octobre 2009, les discussions avec le négociateur iranien, Saïd Jalili, n'avaient pas porté sur le fond du contentieux nucléaire mais sur un projet d'évacuation d'uranium enrichi iranien vers l'étranger. Conçu par Washington pour désamorcer les tensions au Moyen-Orient en privant Téhéran de la capacité de fabri-

quer rapidement de la matière fissile, ce projet n'avait pas abouti. Le processus de décision, côté iranien, a semblé en effet paralysé par d'intenses luttes de factions à Téhéran. En serait-il autrement maintenant ?

L'état des sanctions produirait lentement son effet même si la Turquie est accusée en coulisses de permettre à l'Iran de contourner certaines mesures. Le projet d'évacuation d'uranium enrichi est remis sur la table mais il sera « amendé », comme l'a indiqué, mercredi, le communiqué des « Six ». Il faut en effet tenir compte de l'accroissement du stock iranien d'uranium enrichi qui a pratiquement doublé en un an.

La France adopte pour sa part une attitude intransigeante considérant que si les « Six » ne font pas preuve de fermeté le risque de frappes israéliennes ne fera que s'accroître avec le temps étant donné



Le président Ahmadinejad s'est adressé à l'ONU, le jeudi 23 septembre. C. McGRATH/GETTY IMAGES

la progression constante des travaux iraniens. Paris craignait depuis l'été que les Américains lâchent du lest sur la question de l'arrêt de l'enrichissement d'uranium – exigé depuis 2006 par le Conseil de sécurité.

A New York, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton semble avoir rassuré ses interlocuteurs : Washington

s'en tient au cadre fixé par les « Six ». Les Etats-Unis restent néanmoins à la recherche d'une formule pour sortir de l'impasse. Sans optimisme démesuré. « Jusqu'à présent, a déclaré un officiel américain au Washington Post, nous produisons des idées, et les Iraniens produisent de l'uranium enrichi ».

Parallèlement, les Etats-Unis

négoient d'importantes livraisons d'armement aux pays du Golfe, inquiets des ambitions régionales de la République islamique. Avions de combat F-15 pour l'Arabie saoudite, systèmes antimissile pour les Emirats arabes unis. A côté de la diplomatie, l'« endiguement » militaire de l'Iran se poursuit. ■

Natalie Nougayrède

Barack Obama espère une Palestine à l'ONU en 2011

New York
Envoyée spéciale

Les applaudissements ont été moins fournis que l'an dernier quand Barack Obama présentait à la tribune de l'ONU le nouveau visage des Etats-Unis. Mais c'est la première fois, de mémoire récente, qu'un président américain consacre autant de temps à un seul sujet, dans une intervention aussi calibrée que son adresse annuelle à l'Assemblée générale des Nations unies.

Un quart du discours a porté sur le conflit israélo-palestinien. Et deux paragraphes seulement sur l'Iran, soit à peine plus que le changement climatique, ont pointé les observateurs israéliens.

« Le conflit entre Israéliens et Arabes est aussi vieux que cette institution, a-t-il rappelé. Et nous pouvons revenir l'an prochain, comme nous le faisons depuis soixante ans, et faire de longs discours. » Mais il peut aussi en aller autrement, si chacun va chercher « ce qu'il y a de meilleur » en lui-même. « Quand nous reviendrons l'an prochain, nous aurons un accord qui nous amènera à accueillir un nouveau membre des Nations unies : l'Etat souverain de Palestine vivant en paix avec Israël », a-t-il fait miroiter, déclenchant les applaudissements.

Tirant le bilan de sa première année – la réforme financière, le désengagement d'Irak, la lutte contre Al-Qaïda –, M. Obama s'est animé lorsqu'il a évoqué la « route sinueuse » qui a été celle du dossier du Proche-Orient, avec « quelques pics et de nombreuses vallées ».

Jusqu'à la dernière minute, a indiqué Ben Rhodes, le responsable des communications stratégiques, la Maison Blanche avait travaillé sur le paragraphe du discours qui fait référence à la poursuite des constructions israéliennes dans les territoires disputés.

En l'absence de progrès, M. Obama s'est contenté de rappeler sa position : le moratoire, qui expire le 26 septembre, « devrait être prolongé ». Mais s'il ne l'est pas, les négociations doivent se poursuivre.

Les officiels américains continuent d'évoquer différentes formules de compromis, telles qu'une reconduction temporaire ou seulement partielle du moratoire, bien qu'elles aient été officiellement rejetées par Israël. Ils soulignent qu'aucune des parties n'a intérêt à dévoiler ses intentions avant la dernière minute. « Mais au bout du compte, dit un officiel, l'enjeu est tel que le président pense qu'ils devront trouver un moyen d'avancer. »

Appel pressant

Dans cette optique, M. Obama a lancé un appel pressant à la communauté internationale à prendre ses responsabilités, et notamment les pays « qui se disent amis des Palestiniens », mais dont les Américains attendent toujours des gestes de normalisation avec Israël.

Après avoir souligné qu'Israël est « le foyer historique des juifs », il a fait un éloge appuyé de Mahmoud Abbas, qui a « bien plus [de] courage » que ceux qui « lancent des roquettes contre des femmes et des enfants innocents ».

Interrogé sur la frustration des Européens de ne pas avoir été invités à Washington à l'occasion de la reprise des négociations, le 2 septembre, Ben Rhodes a répondu que l'administration avait fait le choix d'un format réduit. Mais les Européens, a-t-il ajouté, ont un rôle « important » à jouer, pour « encourager » le processus. Lors d'une réunion avec la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, ils ont aussi été invités à livrer leurs réflexions sur la date butoir du 26 septembre. ■

Corine Lesnes

ÊTES-VOUS MÛR POUR LA BANANE DURABLE ?

Quand on y pense, c'est étonnant de dire d'un fruit qu'il est durable ! Pourtant, durable, ça veut dire bon : bon pour la Terre, bon pour les Hommes qui la cultivent, bon pour l'économie locale, et toujours bon pour la santé et les papilles.

Pour vous aider à mûrir la question, allez vite éplucher les bonnes infos sur bananedurable.com

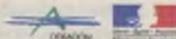
Banane DE GUADELOUPE & MARTINIQUE

C'est pour ça qu'on l'aime.

Ces logos attestent de l'origine et de la qualité d'une production agricole cultivée dans des régions éloignées de l'Union européenne, appelées régions ultrapériphériques. Ils garantissent le respect des réglementations sociales et environnementales en vigueur dans l'Union européenne.



CAMPAGNE CO-FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ET L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE D'OUTRE-MER



Bogota porte un coup sévère à la guérilla des FARC

Chef militaire des rebelles colombiens, « Mono Jojoy » a été tué dans un bombardement

Le chef militaire présumé de la guérilla colombienne, « Mono Jojoy », a été tué lors d'un bombardement, a annoncé l'armée, jeudi 23 septembre. Vendredi, les photos de son cadavre s'affichaient dans les médias de Bogota, pour convaincre l'opinion et surtout les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, extrême gauche). Le président Juan Manuel Santos a qualifié la nouvelle d'« historique ».

Des avions brésiliens Super Tucano ont bombardé un camp des FARC dans la jungle de la Macarena, dans le département du Meta, grâce à des informateurs dans les rangs de la guérilla. Trente avions et vingt-sept hélicoptères ont été déployés au cours de cette « opération Sodoma », lancée mercredi. Le camp des FARC occupait 300 mètres carrés, avec un bunker souterrain en béton. D'autres dirigeants pourraient se trouver parmi les vingt-six guérilleros tués.

Victor Julio Suarez Rojas, 57 ans, était plus connu sous son pseudonyme, Jorge Briceño, et son surnom, « Mono Jojoy ». Il avait été la vedette des conversations entre les FARC et le gouvernement sous la présidence d'Andrés Pastrana, dans la zone démilitarisée du Caguan (1998-2002). La guérilla s'était alors limitée à faire de la propagande et à accumuler des forces, sans ouvrir de dialogue.

Le « bloc oriental » des FARC, dirigé par « Mono Jojoy », avait profité, pour multiplier les « fronts », de combats dans la région centrale de Cundinamarca, menaçant la capitale, Bogota. C'est donc sur ce secteur que se sont concentrées les forces de sécurité lorsque le président Alvaro Uribe a décidé d'employer la manière forte contre la guérilla, à partir de 2002.

« En deux mois, le gouvernement du président Santos a dépassé du point de vue militaire les huit ans de gouvernement Uribe », a déclaré Gustavo Petro, ancien candidat du Pôle démocratique (gauche) à la présidence de la Colombie. « Il s'agit du coup le plus dur porté contre les FARC, qui montre la stérilité de la lutte armée », a ajouté M. Petro, ancien membre de la guérilla urbaine M-19, qui a déposé les armes en 1990.

Dans les médias colombiens, les spéculations vont bon train à propos des conséquences de cette disparition. « Mono Jojoy » était

réputé particulièrement impitoyable. Selon les mots du président Santos, il était le « symbole de la terreur et de la violence en Colombie ».

En 2008, après la mort du fondateur des FARC, Manuel Marulanda, dit « Tirofijo » - d'origine paysanne comme « Mono Jojoy » -, le premier rôle avait été attribué à Alfonso Cano, 62 ans, un citoyen. A Bogota, nombreux sont les communistes ou les anciens militants qui l'ont connu à l'université nationale, lorsqu'il militait aux Jeunes communistes (les « Juco »), sous son vrai nom, Guillermo Saenz.

Après une formation dans les « écoles de cadres » des pays communistes d'Europe de l'Est, Alfonso Cano intègre la hiérarchie des FARC, qui n'admet pas de distinction entre dirigeants « politiques » et « militaires ». Au sein du « Secrétariat », l'organe dirigeant des

27 hélicoptères et 30 avions ont été déployés au cours de l'opération Sodoma

FARC, il y a juste une répartition des rôles (renseignements, propagande, relations extérieures, trésorerie, médecine). L'idée que l'un ou l'autre serait plus porté à une négociation méconnaît le caractère collectif de leurs décisions. Une transgression de la « ligne » serait d'ailleurs assimilable à une faiblesse voire à une trahison passibles de la peine de mort, souvent appliquée dans les rangs de la guérilla.

Leon Valencia, un des principaux analystes du conflit armé, lui-même ancien guérillero, estime que les FARC « ne sont plus en mesure d'organiser de grandes opérations ». A son avis, le succès de l'armée doit beaucoup aux renseignements, à l'information par satellite et aux interceptions des communications. Les dirigeants des FARC, repoussés vers la cordillère des Andes ou les frontières avec le Venezuela et l'Équateur, ont du mal à coordonner leur action.

La modernisation de l'armée de l'air a joué enfin « un rôle stratégique » dans la lutte contre la guérilla, ajoute M. Valencia. Dans ce domaine, comme dans celui du réseau satellitaire, la coopération entre la Colombie et le Brésil a porté ses fruits. ■

Paulo A. Paranagua

Sahara occidental

Un responsable de la police du Polisario arrêté pour « trahison »

ALGER. Un responsable de la police sahraouie accusé d'espionnage au profit du Maroc a été arrêté au Sahara occidental par le Polisario pour « trahison », a annoncé, jeudi 23 septembre, l'ambassadeur sahraoui à Alger, Ibrahim Ghali. Moustapha Salma Ould Sidi Mouloud, 42 ans, inspecteur général de la police du Polisario et membre de sa direction générale, s'était exprimé en faveur du plan d'autonomie du territoire proposé par le Maroc avant de se réfugier en Mauritanie. - (AFP) ■

Etats-Unis Une Pakistanaise condamnée

NEW YORK. Aafia Siddiqui, une scientifique pakistanaise jugée aux Etats-Unis pour avoir tiré sur des agents du FBI et des militaires américains en Afghanistan, a été condamnée, jeudi 23 septembre, à une peine de 86 ans de réclusion. Elle s'était emparée d'une arme pendant un interrogatoire en 2008. La fusillade n'avait pas fait de blessé. Islamabad s'est dit « attristé » et a assuré qu'il œuvrait à son rapatriement. - (AFP)

Cambodge Le chef de l'opposition condamné à la prison

PHNOM PENH. Le chef de l'opposition parlementaire au Cambodge, Sam Rainsy, exilé en France, a été condamné, jeudi 23 septembre, à dix ans de prison par la justice cambodgienne pour avoir publié une fausse carte des frontières nationales avec le Vietnam. M. Rainsy accuse le gouvernement de céder des terres à son voisin. - (AFP)

Nicaragua Un diplomate nicaraguayen tué à New York

NEW YORK. Le consul du Nicaragua à New York, Cesar Mercado, a été retrouvé mort, jeudi 23 septembre, à son domicile avant de se rendre à l'Assemblée générale de l'ONU. L'enquête a été confiée au FBI. - (Reuters)

L'économie de l'Irlande rechute sur fond de purge budgétaire prolongée

Au second trimestre, le « Tigre celtique » a renoué avec une croissance négative

Londres
Correspondante

L'Irlande, après avoir été le pays de la zone euro le plus touché par la crise et l'un des derniers à en sortir, va-t-elle retomber en récession, ce qui techniquement suppose deux trimestres consécutifs de décroissance ? Des statistiques officielles, publiées jeudi 23 septembre, font planer la menace d'une rechute : le produit intérieur brut (PIB) y a reculé de 1,2% au deuxième trimestre 2010 par rapport aux trois premiers mois de l'année, alors que le consensus tablait sur une hausse de 0,5%.

Dublin se pensait pourtant sorti d'affaire. Au premier trimestre, la richesse nationale avait rebondi de 2,2%, enregistrant sa première hausse depuis 2007 (le PIB irlandais a reculé de 3,6% en 2008 et de 7,6% en 2009). « C'est sans doute l'un des éléments d'explication, juge Dietmar Hornung, chez Moody's, la reprise de ce début d'année avait été particulièrement forte. »

Les chiffres publiés font apparaître une économie à deux vitesses : d'un côté des exportations en hausse, de l'autre une dynamique intérieure au point mort, avec une consommation en baisse et un chômage élevé (près de 14%).

La rechute irlandaise ne manquera pas d'animer le débat entre les économistes qui prônent une politique de relance pour tourner le dos à la récession qui a touché le monde en 2009, et ceux qui jugent prioritaire l'assainissement des finances publiques. Le gouvernement de coalition de centre droit du premier ministre Brian Cowen a fait le choix de l'austérité, se donnant comme objectif de ramener le déficit à 3% du PIB d'ici à 2014. Il

Sous la haute surveillance des autorités européennes

L'Irlande fait désormais partie des pays placés sous étroite surveillance par les autorités européennes. A ce stade, une intervention du Fonds européen de stabilité financière, en association avec le Fonds monétaire international, n'est pas en préparation. « L'Irlande ne représente



Un chantier de construction fermé, près de Dublin, conséquence de l'éclatement de la bulle immobilière et de la crise du secteur bancaire. EGIN O'CONNOR/REA

a pris cette option dès le début de 2009, quand le « tigre celtique » s'est trouvé à terre après avoir vu la bulle immobilière éclater et ses banques sur le point de défaillir.

Les salaires des fonctionnaires ont été allégés de 5% à 15%. Les allocations familiales ont été diminuées, tout comme les indemnités des chômeurs. L'impôt sur le revenu a été augmenté, ainsi que les taxes sur les carburants. Au total, les économies auront atteint 4 milliards d'euros en 2010, soit 2,5% du PIB, et quelque 3 milliards supplémentaires sont prévus pour 2011.

Dans ce contexte, la reprise ne peut venir de l'intérieur. Le pari de M. Cowen, c'est qu'elle vienne du

commerce extérieur, qui entraîne le pays dans un cercle vertueux : stabilisation de la consommation des ménages puis reprise des investissements suivront.

Compétitivité accrue

Alors que Dublin ne peut dévaluer sa monnaie, puisque l'Irlande a adopté l'euro, la baisse des prix et des salaires qu'a entraînée la rigueur lui a permis d'accroître sa compétitivité. Et de donner un avantage aux multinationales installées dans le pays - souvent présentes dans des secteurs de pointe comme la chimie ou la pharmacie - qui se sont remises à exporter.

« L'Irlande est une petite économie, ouverte et flexible. Elle ne peut se permettre une politique de relance », juge M. Hornung. Avec un déficit de 14,3% du PIB en 2009 - le plus élevé de l'Union européenne - et une dette qui pourrait bientôt dépasser la richesse nationale, il lui faut s'assurer des conditions d'emprunt acceptables. Et veiller à ne pas faire fuir les entreprises étrangères en alourdissant une fiscalité attractive.

Au début de la semaine, Patrick

Honohan, le gouverneur de la banque centrale, a appelé à de nouvelles mesures de rigueur. Le mauvais chiffre de la croissance au deuxième trimestre n'était pas encore sorti, mais la possibilité que le gouvernement ait à déboursé plus que prévu pour sauver la banque Anglo Irish, nationalisée dans la foulée de la crise financière, avait alors émergé. L'opération de sauvetage pourrait coûter 35 milliards d'euros quand Dublin avait parlé de 25 milliards. Une différence qui représente 6,5% du PIB.

Jeudi, Brian Lenihan, le ministre des finances, s'est voulu rassurant. Le produit national brut, qui ne tient pas compte des dividendes et des profits que les multinationales sortent d'Irlande, et que les économistes considèrent plus représentatif de l'état de l'économie, « est en voie de stabilisation », a-t-il pointé. Au deuxième trimestre, il a reculé de 0,3%, après avoir chuté de 1,2% au premier. Si l'on s'en tient à cet indicateur, qui recule depuis neuf mois, l'Irlande n'est pas sortie de la récession. ■

Virginie Malingre

Talonné par les Verts, le SPD allemand tente de rebondir

Les sociaux-démocrates, qui tiennent leur congrès dimanche, se préparent à des scrutins difficiles

Berlin
Correspondant

Cela ne pouvait plus mal tomber. Quatre jours avant le congrès extraordinaire que tient le SPD (Parti social-démocrate) allemand dimanche 26 septembre à Berlin, un sondage publié mercredi par l'hebdomadaire Stern indique que, pour la première fois de leur histoire, les Verts font jeu égal avec lui. En cas de scrutin, 24% des électeurs voteraient pour le parti écologiste, autant que pour les sociaux-démocrates.

Pour ces deux formations, qui ont gouverné l'Allemagne ensemble de 1998 à 2005, un tel résultat serait historique. Mais pour des raisons opposées : les Verts n'auraient jamais eu autant d'électeurs, le SPD jamais aussi peu. Enfin, presque : aux dernières élections, il y a un an, les Verts avaient obtenu 10,7% des voix et le SPD 23%. A l'époque, certains avaient voulu voir dans ce score un accident de l'histoire : depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les sociaux-démocrates n'étaient quasiment jamais passés sous la barre des 30%.

En 1998, Gerhard Schröder était entré à la chancellerie avec plus de 40% des voix. Certes, ce n'était déjà plus le résultat hégémonique de Willy Brandt en 1972 (45,89%), mais

c'était suffisant pour engager les réformes que nécessitait le redressement du pays, handicapé par les frais de la réunification et les coûts salariaux les plus élevés au monde. En favorisant la flexibilité et en reculant l'âge de la retraite, M. Schröder, avant Angela Merkel, a rempli sa mission. C'est en grande partie grâce au SPD que l'Allemagne est devenue un géant économique. Mais aux élections de 2009, son électoral lui a fait chèrement payer le développement de la précarité qui a accompagné cette modernisation.

Dimanche, Sigmar Gabriel, élu président du SPD en novembre 2009, tentera de tourner la « page Schröder ». Dans ce pays où il n'y a pas de salaire minimum et où les « mini-jobs » à quelques euros de l'heure sont parfaitement légaux, le SPD va proposer la création d'un smic national fixé à 8,50 euros de l'heure.

De même, le SPD ne souhaite plus reculer à 67 ans l'âge de la retraite à partir de 2012, comme la grande coalition (CDU-SPD) au pouvoir de 2005 à 2009 s'y était engagée. Pour le SPD, la réforme ne devrait entrer en vigueur qu'en 2015 et uniquement si 50% des salariés de plus de 60 ans ont alors un emploi assorti d'une protection sociale. Aujourd'hui, seuls 21,5%

des sexagénaires sont dans ce cas. Ces signaux adressés à la gauche du parti sont compensés par la personnalité choisie pour prononcer le discours de clôture du congrès : Peer Steinbrück, le brillant ministre des finances de la grande coalition, qui s'est entendu à merveille avec M^{me} Merkel, mais est regardé avec méfiance par une partie de la base sociale-démocrate.

Les Verts, petits alliés d'hier devenus le centre de gravité de la vie politique

Depuis novembre 2009, Sigmar Gabriel a remis le parti au travail. Ce diplômé de sciences politiques de 51 ans, qui fut le plus jeune ministre-président d'un Land (la Basse-Saxe) et le plus jeune député de tous les temps, est intelligent, charmeur, bagarreur, pragmatique... Toutes les qualités que doit avoir un chef de l'opposition.

En principe, les déboires du gouvernement Merkel sont autant d'occasions pour le SPD de se refaire une santé. Et pourtant, les sondages le montrent : le parti stagne autour de 25% des voix. Le seul parti à avoir le vent en poupe est celui des Verts, les petits alliés d'hier

devenus le centre de gravité de la vie politique allemande.

Comme le constate le politologue Claus Leggewie, directeur de l'Institut d'études et des civilisations d'Essen (KWI), « il est très dur de trouver un sujet vraiment social-démocrate. Les questions écologiques ont pris le dessus. Même l'avenir de l'emploi dépend de l'environnement. De plus, le SPD a un autre problème : désormais, les Allemands se méfient de l'Etat. Les Verts sont des néolibéraux sympathiques qui ne promettent plus de « changer la vie » en partant du sommet mais qui incitent les gens à s'organiser localement et à prendre leur destin en main. Et ce marketing viral, qui concerne à chaque fois quelques dizaines ou quelques centaines de personnes, ça marche ».

Entre les deux partis, la concurrence est rude. Sur les six élections régionales prévues en 2011, deux ont un enjeu national : celles du Bade-Wurtemberg en mars, un Land où, selon les sondages, les Verts distancent le SPD, et celles de Berlin, où les Verts pourraient emporter la mairie, fief du SPD. Alors qu'approcheront les élections générales de 2013, le congrès ordinaire du SPD prévu fin 2011 constituera le vrai rendez-vous de Sigmar Gabriel. ■

Frédéric Lemaître